

# 危 Société 机 Rêvée

Novembre/décembre 2011.

## **SIGNAUX FAIBLES & TENDANCES LOURDES N°33**

### **1/ Etats-Unis. Un consensus qui s'effrite ?**

Les anti Wall Street tiennent le coup et poursuivent leurs manifestations dans l'ensemble du pays. L'écho qu'ils suscitent dans la population est majoritairement favorable.

L'adhésion à l'esprit des « tea parties », bien qu'en légère récession, reste forte et exerce une grande influence sur les politiciens républicains.

La croyance dans la menace « très sérieuse » du réchauffement climatique, après une forte baisse, remonte légèrement (45% en 2007, 35% en 2009, 38% en 2011) mais tous les candidats républicains à l'investiture 2012 clament leur « climatoscepticisme ». Le « climatoscepticisme » est devenu l'un des étendards républicains au même titre que le rejet de la théorie de l'évolution.

Les autorités politiques, paralysées par leurs divisions, sont à nouveau incapables de s'accorder sur le budget de la nation.

Pour le **Global Europe Anticipation Bulletin (GEAB)** : « *Les Etats-Unis sont désormais entrés de plain pied dans la phase de dislocation de leur consensus social autour de l'« American way of life », socle de la stabilité politique du pays depuis les années 1930. Les conséquences explosives de cette rupture se feront sentir, bien entendu dès l'année électorale 2012 mais elles vont surtout alimenter une paralysie et une instabilité politiques sans précédent dans l'histoire politique du pays pour toute la période 2012-2016* ».

### **2/ La gouvernance d'Internet en tension.**

Internet est né et s'est développé dans la pagaille et reste gouverné de façon chaotique. Il est conduit par une combinaison bizarre d'organisations en interaction. Les décisions sont lentes et difficiles à prévoir. Mais, avec plus de 2 milliards d'humains connectés, Internet est devenu un élément central du fonctionnement de la société moderne. Il nourrit l'innovation. D'après McKinsey Global Institute, en 15 ans, il a généré dans les pays développés plus de 10% de croissance du PIB. Et il s'est avéré remarquablement résilient.

Cette situation préoccupe les gouvernements. Ils sont tentés de chercher à prendre les choses en main. La Chine et la Russie voudraient que l'Assemblée Générale des Nations Unies adopte un code international de conduite pour la sécurité de l'information. L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud demandent qu'un nouveau système global contrôle Internet. D'autres voudraient que l'Union Internationale des Télécommunications joue un rôle de supervision. Même les gouvernements occidentaux voudraient contrôler l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names & Numbers).

Mais la société auto-organisée se défend. Dernière manifestation en date : à Berlin, le Parti Pirate est entré au Bundestag. Il a obtenu 8 ou 9% aux élections. Son objectif est de défendre la liberté d'Internet, de promouvoir l'échange de fichiers, la transparence, la démocratie « liquide », l'innovation post communautaire. Ils s'opposent aux partis ayant des idéologies figées. Un de leurs thèmes est l'infiltration.

### 3/ Le réseau Goldman Sachs en Europe

Des anciens membres éminents ou proches de Goldman Sachs sont aux commandes en Europe : Mario Draghi, Président de la Banque Centrale Européenne (BCE) ; Mario Monti remplace Berlusconi à la présidence du Conseil en Italie ; Loucas Papademos (qui, en tant que gouverneur de la Banque Centrale Hellène, a joué un rôle dans l'opération de maquillage des comptes opérée avec l'aide de Goldman Sachs) vient d'être nommé Premier ministre grec. Deux autres poids lourds du réseau Goldman Sachs ont également été à l'affiche dans la crise de l'Euro : Otmar Issing, ex-membre du Directoire de la Bundesbank et ancien économiste en chef de la BCE et l'Irlandais Peter Sutherland, un administrateur de Goldman Sachs International qui a participé en coulisses au sauvetage de l'Irlande.

D'anciens dirigeants ou conseillers de la banque américaine, symbole des dérives de la finance, se trouvent ainsi à des postes clés en Europe pour gérer la crise financière à un moment où le problème est de reprendre le contrôle de la finance. Bien joué !

Le Monde (du 16 novembre 2011) parle d'une franc-maçonnerie européenne de Goldman Sachs et analyse son cheminement depuis 1986. Le sociologue Emmanuel Todt évoque dans une interview télévisée une mafia.

### 4/ Tout, tout de suite !

L'un de nos correspondants (Philippe T.) a été frappé par la fréquence de la revendication d'avoir « tout, tout de suite ! ». Exemples :

- Sur la navette fluviale, à la sortie du nouveau centre commercial « Le Millénaire » à Aubervilliers : « *Ce que nous voulons : tout* ».
- Sur les murs d'un foyer d'hébergement autogéré à Toulouse, trois banderoles sont affichées dont l'une proclame : « *Tout pour tous. Pouvoir au peuple* ».
- Le livre sur le gang des barbares de Youssouf Fofana, récompensé par le prix Interallié, s'intitule « **Tout, tout de suite** ».

Un signe d'exaspération, d'indignation. Il y en a marre. Ca fait trop longtemps qu'on attend. Une frustration terrible alors que d'autres ont déjà tout ou sont supposés tout avoir. Une volonté d'en découdre : sur un transformateur électrique de Toulouse Philippe T. note cette inscription : « *Pas 2 justice, pas 2 paix* ». On pense aux émeutes anglaises récentes. Est-ce à dire que l'on approcherait du passage à l'acte ?

### 5/ Scénarios à l'horizon 2020 pour les associations

La **Fonda** esquisse les futurs possibles pour les associations en France. Quatre scénarios émergent de cette réflexion (d'après un article de Julien Dupont-Calbo, le Monde 27/11/11) :

1. Dans le premier scénario, l'Etat est pauvre. L'Europe est libérale. La vie associative est rattrapée par les lois économiques des marchés. Certains des dirigeants d'associations considèrent le rendement comme objectif principal. Le monde associatif s'assèche. A la marge, la philanthropie des entreprises et des très riches se développe de même que celles des églises et des groupes communautaires.

2. Le second scénario est celui de la « Big society ». Désargenté, l'Etat délègue au niveau local la prise en charge sociale. Les collectivités locales, elles aussi désargentées, se tournent vers les associations qui sont, dorénavant, soutenues par l'argent et le bénévolat des particuliers et le développement des fondations d'entreprises.
3. Dans un troisième scénario, la grande majorité des entreprises s'impliquent dans le monde associatif et poussent leurs collaborateurs à pratiquer le bénévolat. L'économie sociale et solidaire se développe. Les associations s'émancipent des pouvoirs publics. L'efficacité de l'action des associations s'accroît.
4. Dans le dernier scénario, les individus sont devenus des personnes à part entière. Ils sont à la fois relativement autonomes et reliés. Dans leurs réseaux et associations, ils tendent à fabriquer du bien-être. La confiance règne entre les entreprises, les associations et les émanations des pouvoirs publics. La « flexisécurité » est devenue une réalité harmonieuse dans le monde du travail. Les associations formelles et informelles font partie des institutions vivantes de la société du **Care**.

Compte tenu de ce que nous savons des dynamiques socioculturelles à l'œuvre, le scénario 1 devrait s'accompagner de tensions et de troubles sociaux et de la poursuite de l'affaiblissement de l'économie française. Le scénario 2 serait plus ou moins heureux ou malheureux selon que la majorité des entreprises adopterait des stratégies de développement offensives et opportunes ou qu'elles continueraient à se centrer sur le court terme. Le scénario 3 est tonique : si les entreprises s'impliquent dans le monde associatif c'est qu'elles sont socioperceptives. Or, si elles sont socioperceptives, elles se sont bien positionnées sur les nouveaux secteurs en développement et sont en bonne position dans la concurrence internationale. Le scénario 4 est celui de l'harmonie ; il est peu probable qu'on y arrive dès 2020 mais il est possible qu'on soit en chemin pour y arriver.

Pour tester la cohérence et la vraisemblance de ce jeu de scénarios, il serait intéressant de réunir un groupe (composé de socioperceptifs n'ayant pas travaillé sur ces scénarios) qui chercherait à imaginer le cheminement de l'histoire 2011–2020, aboutissant à chacun de ces scénarios en prenant en compte les conduites vraisemblables de l'Etat et des grandes entreprises. On s'apercevrait probablement que certains de ces scénarios sont peu vraisemblables ou ne le sont pas à l'horizon indiqué. Et on en imaginerait d'autres.

## **6/ L'Académie de l'intelligence économique se recentre sur l'intelligence stratégique et l'anticipation.**

La Journée Nationale d'Intelligence Economique d'Entreprise (JIEE'11) s'est tenue à Aix-en-Provence le 13 décembre. Les discussions sur l'intelligence comportementale et managériale des dirigeants a été animée par une table ronde impliquant plusieurs membres de nos réseaux. Elle a débouché sur quatre thèmes dominants :

1. Pour être pleinement efficace dans la société telle qu'elle devient, le dirigeant ne doit plus se concevoir comme apporteur de solutions mais comme faisant en sorte qu'émergent les questions fécondes et les solutions opportunes.
2. Pour conduire la métamorphose nécessaire de l'entreprise, s'appuyer systématiquement, en son sein, sur les agents de changement socioperceptifs et sociopropectifs.
3. De grandes entreprises, sous l'influence de la financiarisation de l'économie et de la globalisation de la concurrence, se sont centrées sur la rentabilité à court-terme, ont délaissé les perspectives stratégiques et ont perdu le contact avec le changement sociétal. La société des gens est allergique à ces entreprises. Ce décalage est grave non seulement pour les entreprises concernées mais, dans le cas où elles ne seraient pas suffisamment nombreuses à rectifier le tir, pour l'économie et la société françaises.
4. Jusqu'à récemment, les gens ordinaires étaient politiquement relativement tranquilles. Ils se plaignaient de la société et de l'économie qu'ils voyaient aller à la catastrophe et de la mauvaise

gouvernance de la France et de l'Europe. Mais ils avaient le sentiment (et nous le disaient) qu'en ce qui les concernait personnellement, ils s'en tiraient assez bien et parvenaient à se faire une vie à peu près convenable.

Le fait nouveau est la vague d'indignations, de révoltes et de manifestations, portée par les réseaux sociaux, qui se lève dans différents points du monde. Il faut y voir le signal plus ou moins faible d'un passage à l'acte. On peut craindre, à horizon relativement rapproché, des troubles sociaux et politiques.

## 7/ Du capitalisme au « talentisme ».

Depuis trois ans, Klaus Schwab, le fondateur du Forum de Davos, critique les dérives court-termistes, financières et spéculatives du capitalisme. Il s'inquiète aujourd'hui de voir tarder les réformes indispensables. Mais il va plus loin, attirant l'attention sur ce qu'il considère comme un mouvement de fond. Le capital ne lui semble plus être le facteur de production décisif dans le système économique mondialisé. Les avantages concurrentiels ne sont pas générés à partir du capital mais à partir de prestations intellectuelles. La performance économique sera de moins en moins déterminée par le capital et de plus en plus par le facteur de production qu'est le talent. Il annonce une évolution du capitalisme vers le « talentisme ».

Dans son nouveau livre *Le socialisme de l'excellence*, Jean-Marc Daniel, prend une orientation analogue et oppose la « rente », qui ne justifie pas de gros revenus, aux talents qui les méritent.

## 8/ Ecomobilité

La SNCF, Orange, PSA et Total créent « **Ecomobilité Ventures** », première société d'investissement portée par des industriels et dédiée à la mobilité durable. Elle dispose de 30 millions d'euros pour soutenir de jeunes entreprises qui développent des solutions innovantes concernant la mobilité.

Cette initiative peut correspondre à différentes stratégies :

- Les problèmes de mobilité détériorent la qualité de vie de certains Français dans certaines régions. De véritables besoins d'amélioration de la mobilité existent auxquels il n'est pas répondu. Ils peuvent, dans l'avenir, ouvrir des marchés porteurs et simultanément constituer un bienfait social.
- Aujourd'hui, la mobilité est énergivore. Tout ce qui peut conduire à des économies d'énergies dans ce domaine sera bienvenu tant sur le plan économique que sociétal.
- Pour de grandes entreprises centrées sur d'anciens métiers, il est prudent de surveiller les petites initiatives qui pourraient, à terme, constituer des alternatives à ces métiers.

## 9/ Les difficultés de Carrefour, signe des temps.

Carrefour se porte mal. L'action Carrefour a perdu 63% de sa valeur depuis 2007. Les pertes s'accumulent à 249 Millions au premier semestre 2011. La part de marché tend à diminuer. Lars Olofsson, devenu PDG de Carrefour en janvier 2009, va quitter la présidence. A l'époque, il avait été accueilli comme un as du marketing et de la communication qui allait relancer le développement du groupe. Les analystes attribuent son échec à deux principales causes:

- Il n'aurait pas su tenir tête à ses actionnaires influents, le fond d'investissement Colony et le groupe de luxe LVMH qui préconisaient une stratégie de valeur pour l'actionnaire plutôt que de développement durable pour l'entreprise. L'inquiétude et la démotivation des personnels qui s'en est suivie se sont répercutées sur les résultats commerciaux et financiers.

- Il avait fait toute sa carrière chez Nestlé où il s'était avéré être un remarquable « marketeur » de produit. Il a voulu imposer d'en haut une politique de marketing systématique qui ne convenait sans doute pas à une entreprise de distribution appelant un flair détaillé et un micro ajustement permanent. Dans les années 60 à 80, la Cofremca a beaucoup travaillé avec Carrefour. Jacques Defforey, cofondateur de l'entreprise en 1959, nous disait : « *Chez nous, il n'y a pas de service ou de direction marketing. Le marketing est trop important, il doit être partout. J'ai choisi chacun de mes directeurs de magasin et de mes chefs de rayon parce qu'il a du flair et qu'il est réactif. Chacun est très libre de réagir immédiatement et je passe mon temps à aller les voir ; ce qui m'aide, moi aussi, à avoir du flair et à réagir vite* ». Jacques Defforey était un remarquable socioperceptif et alimentait son flair à plusieurs autres sources notamment à la Cofremca.

Nous avons sans doute plus que jamais besoin d'entreprises socioperceptives. Des entreprises qui, dirigeants et acteurs de base combinés, aient du flair, sentent où sont les besoins insatisfaits, où s'ouvrent des marchés et qui soient réactives. Et qui cherchent leur développement durable plutôt que le profit immédiat pour l'actionnaire.

## 10/ Mal être au travail.

D'après une étude de l'OCDE, l'augmentation des pressions au travail entraîne une aggravation des problèmes de santé mentale : dépressions graves, toxicomanie sévère, troubles maniaco-dépressifs, etc. Cette situation coûte cher. L'OCDE évalue son coût à 3 ou 4% du produit intérieur brut (PIB) dans l'Union européenne.

L'OCDE estime que la tension au travail a fortement augmenté dans la plupart de nos pays. Elle concernerait 41% des salariés en Espagne contre 29% en moyenne sur la période 1995/2005. Au Royaume Uni, 40% contre 25%. En France, 30% contre 20%.

Si vous souhaitez attirer notre attention sur un « signal faible » et/ou sur une « tendance lourde » ou si vous souhaitez compléter ou contester tel ou tel de nos textes, nous vous serons reconnaissants d'adresser un mail à l'adresse suivante : [vulpian@societe-revee.org](mailto:vulpian@societe-revee.org). Nous le discuterons dans notre prochaine réunion.